

Une fondation pour pérenniser le sommet Building Bridges

FINANCE DURABLE. Après deux événements qui se sont tenus à Genève, l'organisation qui promeut la transition énergétique se structure. Patrick Odier en sera le président.

La Fondation Building Bridges, soutenue par la Confédération helvétique, sera officiellement annoncée dans les mois à venir, explique en exclusivité à *L'Agefi* son président, Patrick Odier. Cette organisation qui promeut la finance durable permettra de renforcer les liens déjà tissés

lors des deux éditions du sommet à Genève. Née en 2019, l'initiative Building Bridges vise à accélérer la transition vers un modèle économique mondial aligné sur les Objectifs de développement durable des Nations unies. La finance est appelée à jouer un rôle de catalyseur.

La création de cette fondation pérennise les efforts déployés jusqu'ici. Tous les membres fondateurs de Building Bridges resteront actifs au sein de la Fondation. «Notre vocation est de faire évoluer les activités entre les semaines Building Bridges prévues annuellement, sur le plan scien-

tifique, politique, financier et technique», avance l'associé senior de Lombard Odier jusqu'à la fin de cette année. La nouvelle structure «attirera des idées, des personnes, des moyens» qui devraient, selon lui, offrir à la Suisse une notoriété internationale dans ce domaine. **PAGE 4**

ÉNERGIE

Bénéfice en 2021 pour les Services industriels de Genève **PAGE 3**

FORTUNE

Les nouveaux milliardaires que compte la Suisse **PAGE 5**

TRAVAIL

La vague des «grandes démissions» touche-t-elle la Suisse? **PAGE 6**

ACTEURS

La pandémie a transformé le transport aérien, l'analyse de Marie Owens Thomsen **PAGE 9**



ACTEURS

Une bonne nouvelle pour Genève, relevée par Olivier Sandoz **PAGE 9**

ACTEURS

Ne pas différer la réforme de l'agriculture, par René Longet **PAGE 9**

MARCHÉS

Les taux d'intérêt s'envolent en Suisse aussi **PAGE 12**

LE RENDEMENT DU CONF À 10 ANS DÉCOLLE



Le quinquennat Macron a profité aux échanges commerciaux entre la France et la Suisse



Emmanuel Macron. Dimanche, les Français voteront pour le premier tour de l'élection présidentielle. «L'Agefi» fait le bilan de cinq ans de relations économiques et diplomatiques entre Paris et Berne.

ÉDITORIAL FRÉDÉRIC LELIÈVRE

Une surprise française

A l'opposé des Américains, les Français ont la fâcheuse tendance à voir le verre toujours à moitié vide. Se plaindre participe même d'un certain art de vivre dans ce pays jugé par beaucoup irréformable. Les manifestations massives et récurrentes, pour contester dans la rue les réformes décidées au parlement, alimentent cette perception.

Sur le terrain économique, la défiance généralisée envers le marché se voit dans l'épaisseur du code du travail. Il ne compte pas moins de 3000 pages. Toutefois, sur plusieurs dossiers d'importance pour la Suisse, la France d'Emmanuel Macron a surpris. La politique en faveur de la «French Tech», symbo-

lisée notamment par le rayonnement international du salon Vivatech, commence à porter ses fruits. L'attractivité fiscale de l'Hexagone s'est aussi allégée pour les entrepreneurs. Autre élément, statistique cette fois, à garder en tête: la Suisse est l'un des rares pays avec lequel la France entretient un excédent commercial.

Durant le quinquennat Macron, la Suisse a vu ses relations économiques grandir avec la France. Certes pas autant qu'avec les Etats-Unis ou la Chine. Le grand voisin reste néanmoins un partenaire commercial incontournable. Qu'en sera-t-il dans les cinq ans à venir? Le climat

entre Paris et Berne s'est considérablement refroidi depuis que le F-35 a été maladroitement préféré au Rafale. Si les Français cèdent à la tentation du nationalisme, les relations risquent de se dégrader encore.

Pour se rassurer, d'aucuns rappelleront que le populisme de Donald Trump a plutôt profité à l'économie suisse. C'est un leurre. Avec la France se joue la relation avec l'Union européenne. La question fiscale des travailleurs frontaliers à l'heure où le télétravail se généralise n'est pas non plus à négliger. A l'Elysée, Berne a besoin d'un allié.

PAGES 2 ET 3

VALUES WORTH SHARING

«Ma banque offre la stabilité – même dans les moments difficiles.»

Philippe Deecke, client LGT depuis 2007



Private
Banking

lgt.ch/values

A Rent, les proptech s'engagent pour réduire les émissions de CO2

PAGE 3

LINDEGGER
OPTIQUE
maîtres opticiens

Genève

www.lindegger-optic.ch



9 771421 948004 50014

POINT FORT

Les exportations suisses vers la France se sont maintenues à un haut niveau

ÉCHANGES. La France représentait le sixième débouché pour le commerce helvétique en 2021. Et le troisième employeur étranger en Suisse, derrière l'Allemagne et les Etats-Unis.

Matteo Ianni

2 juin 2017: près d'un mois après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence française, *L'Agefi* titrait «Les relations commerciales franco-suisse vont se développer avec Macron». 10 avril 2022: les Français se rendent aux urnes pour le premier tour de l'élection présidentielle qui a pour favori, selon les sondages, l'actuel locataire de l'Élysée. Son quinquennat a-t-il alors profité à la Suisse?

«Les relations commerciales entre les deux pays se sont intensifiées lors de ces cinq années, et ce en dépit d'une stratégie spécifique du gouvernement Macron. Cela traduit le fait que la Suisse fait partie des partenaires traditionnels privilégiés par les milieux économiques français», constate Christopher Dembik, économiste chez Saxo Bank basé à Paris.

Une analyse que partage Samy Chaar. L'économiste chez Lombard Odier mentionne un volume des exportations helvétiques vers la France «qui se maintient à un haut niveau, légèrement supérieur même aux années 2017, 2018, voire 2019». Elle se sont élevées à 17,6 milliards de francs l'année dernière, soit 16,6% du commerce total de la Suisse, selon l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF).

Des investissements en Suisse en progression

«Les échanges entre les deux pays ont connu un certain regain de dynamisme surtout depuis 2010, après la crise financière», nuance de son côté Charlie Carré, économiste à la Banque cantonale de Genève (BCGE). «En termes de valeurs, le commerce entre les deux Etats est dominé par les produits chimiques et pharmaceutiques, l'horlogerie ainsi que la bijouterie et joaillerie», souligne-t-elle. Avant d'ajouter que la Suisse



Paris, le 12 septembre 2018. Rencontre entre Emmanuel Macron et Alain Berset à l'Élysée. Les discussions avaient notamment porté sur les relations entre les deux pays ainsi qu'avec l'Union européenne. C'était la dernière visite officielle d'un président de la Confédération avec le chef d'Etat français, celle qui avait été prévue en novembre 2021 avec Guy Parmelin ayant été annulée par Emmanuel Macron.

affichait néanmoins un solde commercial «légèrement déficitaire» avec l'Hexagone l'an dernier, à hauteur de 162 millions de francs.

Pour Charlie Carré, la bonne entente commerciale se révèle aussi au travers de la progression des investissements français en Suisse. «Le niveau

s'élevait à 58,6 milliards de francs en 2021, contre 39,7 milliards en 2011», fait-elle remarquer. Ils s'orientent principalement vers les services

aux entreprises, les activités de productions, la R&D ainsi que l'ingénierie et le design. La France est le cinquième investisseur étranger en Suisse.

LA SUISSE AFFICHE UN SOLDE COMMERCIAL LÉGÈREMENT DÉFICITAIRE AVEC LA FRANCE



Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF).

Sur le sol helvétique, la France est le troisième employeur étranger, derrière l'Allemagne et les Etats-Unis, à travers 1680 entreprises employant 77.393 salariés en 2020 selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique (OFS). En outre, les effectifs des filiales suisses de groupes français ont progressé de 17% entre 2017 et 2020.

Le poids économique de l'Hexagone est encore plus important en Suisse romande: le pays est le premier investisseur étranger avec 28 sociétés devant les États-Unis (14) et la Chine (7), d'après les données fournies par le Greater Geneva Bern area (GGBa), plateforme qui regroupe la promotion économique des cantons de Genève, Vaud, Fribourg, Neuchâtel, Berne et du Valais.

La force d'attractivité de Zurich et de Bâle

«La proximité géographique et la langue jouent un rôle déterminant dans l'attrait du voisin d'outre-Jura pour la région», observe Romain Duriez, directeur de la Chambre de commerce franco-suisse (CCIFS). Il témoigne lui aussi d'une intensification d'implantation d'entreprises françaises en Suisse depuis 2017. «Aujourd'hui, on en compte environ une cinquantaine par an, contre une trentaine il y a cinq ans. On voit des entrepreneurs bien établis en France qui lancent une nouvelle activité ici ou certains qui souhaitent bâtir une structure à vocation internationale, pour rayonner sur des marchés d'exportation.»

Celui qui dirige la CCIFS depuis 2008 ajoute que si les sociétés françaises privilégiaient autrefois les cantons de Genève et de Vaud, elles sont de plus en plus à choisir la Suisse alémanique, notamment Bâle et à Zurich, «pour se rapprocher des centres décisionnels».

L'écosystème extrêmement favorable de la French Tech pourrait menacer l'innovation suisse

Le 17 janvier dernier, Emmanuel Macron saluait sur Twitter la naissance d'une 25^e «licorne» française, ces start-up valorisées à plus d'un milliard de dollars: le fabricant de robots Exotec. Un objectif qu'il avait fixé en 2019, quand il n'y en avait que cinq et qui a été atteint avec trois ans d'avance.

Une performance qui s'explique par l'application d'une politique de mesures en faveur de l'attractivité du pays, vendue à travers le label French Tech, qui s'est renforcée sous le quinquennat Macron. «L'accélération du mouvement start-up en France a eu lieu ces trois

dernières années», confirme Antonio Gambardella, directeur de la Fondation de soutien à l'entrepreneuriat technologique de Genève (Fongit), le plus grand incubateur de start-up du canton. «Aujourd'hui, le paradigme a changé: c'est à Paris qu'il faut être établi pour lever des fonds, et non plus à Londres», fait-il remarquer.

Un mécanisme efficace

Un avis partagé par Christopher Dembik, économiste chez Saxo Bank basé à Paris. «Le gouvernement Macron a réussi à instaurer un écosystème extrê-

mement favorable pour la création de start-up, avec des mécanismes d'aides qui sont pléthoriques. En France, vous ne rencontrez aucune difficulté à lever de l'argent.»

Un écosystème face auquel la position de la Suisse et de ses start-up pourrait se voir fragiliser. «Pour l'heure, le canton de Genève profite indirectement de ce dynamisme français. De jeunes pousses viennent en effet s'installer dans le canton pour ensuite, dans une optique d'expansion, ouvrir une filiale de l'autre côté de la frontière afin de bénéficier de ces aides. Néanmoins, à terme, les suc-

ursales pourraient devenir plus importantes que les maisons-mères basées en Suisse», craint Antonio Gambardella.

Une fiscalité généreuse

Le directeur de la Fongit explique que le succès d'Emmanuel Macron et de son projet de «start-up nation» repose entre autres sur le mécanisme bien ficelé de la Banque publique d'investissement (BPI). L'établissement, chargé spécifiquement de financer la croissance des entreprises françaises, a été créé fin 2012. L'an dernier, elle disposait de 44,4 milliards d'euros d'actifs sous gestion.

«Pour obtenir un financement à la BPI, la règle générale est assez simple: un euro accordé pour deux euros de fonds propres. C'est un système sommaire mais très solide qui crédibilise les projets entrepreneuriaux», estime-t-il.

Antonio Gambardella rappelle aussi que le quinquennat d'Emmanuel Macron a été généreux avec les entreprises: baisse du taux d'imposition des sociétés ainsi que diminution des impôts de production. «En outre, un nouveau crédit d'impôt en faveur de la recherche partenariale a été créé pour 2022», ajoute-t-il. **MI**

Des rapports devenus «compliqués»

Les relations entre la Suisse et la France se sont érodées quand le gouvernement helvétique a refusé de ratifier l'accord-cadre avec l'UE et renoncer aux avions de combat français Rafale au profit des américains F-35A.

«Les relations avec la France sont aujourd'hui compliquées», constate Gilbert Casasus, professeur au Département d'études européennes de l'Université de Fribourg. «Ces deux refus, arrivés l'un après l'autre, ont été ressentis comme deux uppercuts.»

Des «traces très profondes»

«D'un point de vue politique, le choix de l'avion de combat du F-35 au détriment du français Rafale laissera de grosses traces très profondes», avertit de son côté Christopher Dembik, économiste chez Saxo Bank à Paris. Avant d'ajouter : «Le souvenir de cet épisode sera bien présent à tous les échelons étatiques», assure-t-il.

Pour Samy Chaar, économiste chez Lombard Odier, la fin de l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE est «un point de friction qui va revenir sur le devant de la scène». «La pandémie puis la guerre en Ukraine ont certes détourné le point de regard du gouvernement français vers la Suisse. Mais ce n'est pas parce que la Suisse a interrompu les négociations que les questions qui devaient être traitées ont disparu», assure-t-il.

Les rapports entre les deux Etats n'ont pas toujours été aussi tendus, au contraire. «Il y eut une phase ascendante entre les deux pays qui s'est manifestée du temps de François Mitterrand, qui avait de très bonnes relations avec le conseiller fédéral Adolf Ogi. Plus récemment, il y a eu une autre phase positive avec François Hollande», rappelle Gilbert Casasus.

Les attentes françaises

Sous le quinquennat Macron, la relation avait pourtant bien débuté: Doris Leuthard, alors présidente de la Confédération, avait été reçue à l'Élysée en juillet 2017 par Emmanuel Macron, fraîchement élu. Alain Berset, a quant à lui été invité pour une visite d'Etat entre présidents en septembre 2018. Puis, retournement de situation, la rencontre officielle à l'Élysée avec Guy Parmelin, prévue en novembre dernier, a été annulée par Emmanuel Macron. La faute au rejet de l'accord-cadre et des Rafale?

Les rapports entre les deux Etats vont-ils s'améliorer après la présidentielle française? «Le Conseil fédéral devra faire preuve de doigté politique dans ses prochaines discussions. La France attend du gouvernement suisse un signal clair indiquant qu'il est prêt à discuter avec l'UE des véritables sujets» pense Gilbert Casasus. La résolution des questions institutionnelles permettrait un réel apaisement, selon le professeur. **MI**

ENTREPRISES SUISSES

Les proptech promettent de réduire les émissions de CO2 à peu de frais

IMMOBILIER. Des start-up proposent des outils d'optimisation pour utiliser les installations existantes de manière plus efficiente. Une première étape.

Christian Affolter

Aider les propriétaires immobiliers à réaliser des économies d'énergie et d'émissions de CO2 substantielles, tel est un des engagements de proptech. Qui assurent aussi que passer par de grandes opérations d'assainissement d'immeubles n'est pas indispensable, du moins dans un premier temps.

Certaines de ces start-up de l'immobilier étaient présentes mercredi et jeudi à la conférence Rent au SwissTech Convention Center, dont L'Agefi est partenaire. Elles affirment même qu'il est possible de réaliser des améliorations sans aucun investissement.

L'optimisation des réglages de chauffage d'un immeuble permet, par exemple, de réduire jusqu'à 30% les émissions de CO2. «L'installation de nos capteurs dans un immeuble permet d'aller beaucoup plus vite qu'une rénovation», justifie le président d'Ecco2 Solutions, Antoine Eddé. Ce système réduit la température des pièces surchauffées et règle le chauffage en fonction des conditions météo par le

biais d'algorithmes automatiques. Il permet de réaliser des économies sur les frais d'énergie largement supérieures au prix d'un abonnement. «Un immeuble typique n'est jamais chauffé de manière homogène, et il n'y en a pratiquement aucun qui n'est pas surchauffé», constate Antoine Eddé.

«Il faut un plan Marshall de la rénovation.»

Olivier Ouzilou
Administrateur de Signa-Terre

«La pièce de chauffage est celle qui est la plus complexe d'un bâtiment», relève le cofondateur et CEO d'E-NNNO, Maël Perret. Cette entreprise a une approche très similaire à celle d'Ecco2 Solutions, mais intervient seulement au niveau de la chaufferie. «Notre objectif est d'être non-intrusif», déclare Maël Perret, qui a mis en place une rémunération qui dépend des économies réalisées. «Aujourd'hui, il devrait y avoir 10 à 15 acteurs pour couvrir tout le marché de 500 millions m²,

car le chauffage n'a jamais été réfléchi avec l'appui des données», répond-il au sujet du potentiel commercial.

Pour l'administrateur de l'entreprise genevoise Signa-Terre, Olivier Ouzilou, ces outils d'optimisation représentent une première étape. Sa plateforme combine la planification de rénovations avec des outils de surveillance énergétique. L'entreprise compte plus de 10.000 immeubles de plus de 130 clients, dans les cantons de Genève, de Vaud, du Valais et de Berne, et «sa vocation est nationale», affirme Olivier Ouzilou. Il s'adresse aux grands propriétaires, aux pouvoirs publics, aux régies immobilières et aux gestionnaires d'actifs, pour leur permettre de «définir une stratégie de rénovation de tout le parc, et de faire une modélisation des gains au niveau des émissions de CO2», explique l'administrateur de Signa-Terre. Selon lui, il faut «un plan Marshall de la rénovation» pour por-

ter le taux actuel de 1% à 4%, en doublant, voire triplant le nombre d'ouvriers dans la construction.

La question de l'efficacité énergétique dans le domaine de l'immobilier ne se limite pourtant pas au chauffage. «Avec le réchauffement climatique, le défi futur sera le rafraîchissement», souligne l'administrateur de Steen Energy et CEO de Gefiswiss, Boris Clivaz. Dans les bâtiments Minergie, les gens se plaignent de la chaleur en été. Il n'y a pas qu'une seule

solution dans le domaine de la transition énergétique.» Les systèmes de Steen Energy reposent sur le principe de l'anergie: l'énergie rejetée par les uns est celle qui sera consommée par les autres. Ils représentent une alternative notamment à la géothermie ou au chauffage à distance. Une boucle formée par un tuyau de fonte à faible température (0-10 °C) permet de récupérer et de redistribuer l'énergie par le biais de pompes à chaleur réglées par des algorithmes. ■

L'efficacité n'est pas le seul critère pour le marketing

Les outils marketing considérés les plus efficaces par les acteurs romands de l'immobilier ne sont pas ceux qu'ils utilisent le plus. C'est ce que suggèrent les résultats d'une étude effectuée par l'agence de marketing immobilier Voximo, présentée jeudi lors de la conférence

Rent. Les newsletters ou les annonces dans la presse écrite se trouvent en troisième et quatrième position des moyens les plus utilisés dans l'immobilier résidentiel, alors qu'en termes d'efficacité, elles ne se sont jugées qu'au 15^e, respectivement 18^e rang. **CA**

SIG boucle sur une performance en 2021

ÉNERGIE. Le chiffre d'affaires des Services industriels de Genève s'est élevé à 1 milliard en 2021, en hausse de 5,4%.

Les Services industriels de Genève (SIG) ont vu leur chiffre d'affaires progresser de 5,4% en 2021, pour atteindre 1 milliard de francs, a précisé jeudi l'entreprise.

A l'exception des activités liées à l'eau, qui ont subi une baisse de volumes importante en raison de mois de juillet et août particulièrement pluvieux, toutes les activités de SIG ont enregistré une légère croissance de leurs revenus, «marquant la reprise des opérations à un niveau presque normal», précise la société dans son rapport annuel.

L'influence de l'envolée des prix du gaz et de l'électricité

Les charges d'exploitation sont inscrites à 757 millions de francs, le groupe précisant que les dépenses de personnel sont restées «contenues». Toutefois la «très forte envolée» des prix du gaz et de l'électricité intervenue en fin d'année a gonflé les coûts d'approvisionnement d'environ 50 millions.

Le résultat brut d'exploitation (Ebitda) a atteint à 249 millions, en baisse de 6,7% par rapport à 2020. Le résultat net consolidé s'est inscrit à 7 millions, après 52 millions en

2020 et -46 millions en 2019. L'entreprise a fait les frais des pertes de la société Alpiq, à travers sa participation dans EOS Holding.

Au titre de 2021, SIG a versé 74 millions à ses propriétaires que sont l'Etat et la Ville de Genève ainsi que les communes genevoises.

Une levée de fonds

L'année dernière, SIG a réalisé des investissements pour 216 millions. Ces dépenses ont été consacrées «au renouvellement de ses ouvrages et réseaux de distribution, ainsi qu'au nécessaire chantier de la transition énergétique». La dette nette a été réduite pour la septième année consécutive, atteignant 409 millions de francs.

Fort de ses solides fonds propres, de 2 milliards de francs à fin décembre 2021 et d'un ratio dette nette sur Ebitda inférieur à deux, SIG veut lever des fonds pour financer la transition écologique. Elle compte investir 1,5 milliard au cours des cinq prochaines années, notamment pour les réseaux thermiques écologiques. Le Conseil d'Etat a autorisé l'entreprise à emprunter 500 millions pour ce projet. (awp)

BONHÔTE × ALAN ROURA

L'aventure commence



La banque Bonhôte accompagne le navigateur suisse Alan Roura vers sa conquête de l'Everest des mers.

Marin passionné et entrepreneur déterminé, Alan incarne l'esprit de la banque. Un projet suisse, une aventure à taille humaine, à la technologie durable pour une campagne océanique de trois ans menant au Vendée Globe 2024-2025.

Sur l'eau comme en matière d'investissements, la préparation et l'anticipation sont des facteurs clés de la performance et du succès.

En savoir plus sur bonhote.ch/alanroura

BONHÔTE
Banquiers depuis 1815

Banque Bonhôte & Cie SA - Neuchâtel, Berne, Bienne, Genève, Lausanne, Soleure, Zurich